



[www.oekotopten.lu](http://www.oekotopten.lu)



## **Levée de l'obligation d'enregistrement et de contrôle des pedelecs et remorques vélos: la voie est enfin libre!**

Le Mouvement Ecologique, le LVI (Lëtzebuurger Vëlos-Initiativ) et l'Oekozer Pafendall (via son projet « Oekotopten.lu ») saluent expressément la bonne nouvelle de cette transposition qui n'a fait que tarder ... car rappelons-nous: la promesse de supprimer la vignette obligatoire pour pedelecs remonte à l'année 2013 (!).

Cela fait des années que les organisations prémentionnées s'engagent pour que la popularité des vélos avec assistance de pédalage électrique jusqu'à 25 km/h ne soit freinée par l'obligation de démarches administratives pénibles et insensées auprès de la « Société Nationale de Contrôle Technique ». La bonne nouvelle a certes aussi amené les marchands de vélos à pousser un soupir de soulagement puisque, dans le passé, plus d'un client potentiel a changé d'avis à l'annonce du passage obligatoire auprès du « Contrôle technique » lié à l'achat d'un pedelec ou encore d'une remorque vélo. Dans cette mesure, la suppression représente une incitation supplémentaire si nous voulons encourager les citoyens à recourir également au vélo pour se déplacer et à contribuer ainsi à la mobilité douce. Car il est bien établi que la fréquence d'utilisation et la distance parcourue pour se rendre au travail sont plus importantes lorsque les utilisateurs peuvent laisser le vélo classique au garage et recourir au pedelec avec assistance électrique, qui permet d'élargir le rayon de déplacement tout en réduisant le temps requis et qui exige moins d'efforts dans les pentes, même difficiles. Si la forme et les dimensions du pedelec correspondent plus ou moins à celles du vélo classique, le pedelec peut même être transporté dans les espaces de trains dédiés à cet effet. Voilà ce qui fait du pedelec un autre maillon précieux de la chaîne de la mobilité douce.

Il reste à préciser que la suppression du certificat de conformité ne concerne que les pedelecs avec assistance de pédalage électrique jusqu'à 25 km/h au maximum. Les dits e-bikes, dont la puissance d'assistance dépasse les 25 km/h, continuent à être soumis à l'obligation d'immatriculation. Toute personne qui acquiert un e-bike doit obligatoirement présenter et la facture et l'engin même auprès de la Station de contrôle technique. Au-delà, les propriétaires d'e-bikes sont soumis à d'autres dispositions légales, telle l'obligation de porter un casque, d'équiper leur vélo d'un rétroviseur et d'une plaque

d'immatriculation, de contracter une assurance et de respecter l'interdiction de circuler sur les pistes cyclables publiques. Le propriétaire d'un e-bike qui refuse de faire immatriculer son vélo et qui circule néanmoins sur la voie publique (pistes cyclables incluses), représente non seulement un danger pour les autres usagers du vélo, mais se rend également passible d'une amende. Dans le but de parer à de telles inobservations, le Mouvement Ecologique et le LVI continuent à revendiquer l'immatriculation de l'e-bike par le vendeur préalablement à sa remise entre les mains de l'acheteur, qui ne pourra ainsi quitter le magasin qu'avec un e-bike immatriculé en bonne et due forme.

Lisez nos conseils d'achat pour PEDELECs pliables, cargo et trekking sur [www.oekotopten.lu](http://www.oekotopten.lu)

Communiqué par:

Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ

Mouvement Ecologique

Oekozynter Pafendall und seinem Projekt [www.oekotopten.lu](http://www.oekotopten.lu)